

Cote du document: EB 2014/LOT/P.12
Date: 13 août 2014
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de dons à la République du Népal pour le Projet en faveur de l'adaptation des petits paysans des zones collinaires

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Benoît Thierry

Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2234
courriel: b.thierry@ifad.org

Lakshmi Moola

Chargée de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2359
courriel: l.moola@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra

Chef du Bureau des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	1
II. Description du projet	3
A. Zone d'intervention et groupe cible	3
B. Objectif de développement du projet	3
C. Composantes/résultats	4
III. Exécution du projet	5
A. Approche	5
B. Cadre organisationnel	5
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	6
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	6
E. Supervision	7
IV. Coût, financement et avantages du projet	7
A. Coût du projet	7
B. Financement du projet	8
C. Résumé des avantages et analyse économique	9
D. Durabilité	9
E. Identification et atténuation des risques	10
V. Considérations d'ordre institutionnel	10
A. Respect des politiques du FIDA	10
B. Alignement et harmonisation	10
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	11
D. Participation à l'élaboration des politiques	11
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	11
VII. Recommandation	12
Annexe	
Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	13
Appendice	
Logical framework (Cadre logique)	

Sigles et acronymes

ASAP	Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne
COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
CVD	Comité villageois de développement
MSFP	Programme forestier réunissant de multiples parties prenantes
PLAA	Plan local d'action pour l'adaptation
PNA	Programme national d'action pour l'adaptation
PNSCC	Programme népalais de soutien face au changement climatique
S&E	Suivi-évaluation
UCP	Unité de coordination du projet

Carte de la zone du projet



République du Népal

Projet en faveur de l'adaptation des petits paysans des zones collinaires

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Pays bénéficiaire du don:	République du Népal
Organisme d'exécution:	Ministère des forêts et de la conservation des sols
Coût total du projet:	37,68 millions d'USD
Montant du don du FIDA:	6,47 millions de DTS (équivalent approximativement à 10 millions d'USD)
Montant du don du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP):	9,71 millions de DTS (équivalent approximativement à 15 millions d'USD)
Contribution du pays bénéficiaire du don:	6,66 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	6,02 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République du Népal pour le Projet en faveur de l'adaptation des petits paysans des zones collinaires, telle qu'elle figure au paragraphe 49.

Proposition de dons à la République du Népal pour le Projet en faveur de l'adaptation des petits paysans des zones collinaires

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. S'appuyant sur les réussites des projets du FIDA relatifs au développement communautaire, à la production agricole et à la protection de l'environnement au Népal, le Projet en faveur de l'adaptation des petits paysans des zones collinaires vise à renforcer les capacités d'adaptation des communautés et des institutions afin de leur permettre de mieux faire face aux risques liés au changement climatique dans 6 à 10 districts vulnérables au cours des six prochaines années. Ce projet est soutenu par un financement de 15 millions d'USD provenant du fonds du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) du FIDA. L'ASAP est un fonds mondial actuellement à l'œuvre dans 22 pays, qui accorde des dons destinés à renforcer la résilience des petits paysans pauvres aux effets négatifs du changement climatique.
2. Le présent investissement a pour principale justification la persistance d'une pauvreté largement répandue, en particulier dans les zones d'intervention des projets soutenus par le FIDA dans les Régions centrale, ouest et moyen-ouest, où vivent 22,6% de la population nationale totale, qui s'élève à environ 27,5 millions d'habitants, et 21,36% de la population pauvre du pays. La Région extrême-ouest est celle où les statistiques de la pauvreté, de la malnutrition, du développement humain et de l'égalité des sexes sont les plus mauvaises du pays. La croissance économique a ralenti à 3,6% au cours de l'exercice budgétaire 2013, contre 4,9% durant l'exercice 2012, sous l'effet principalement de l'atonie de la production agricole et de la faiblesse de l'investissement. D'autre part, les progrès accomplis par le Gouvernement népalais dans la réduction de la pauvreté au cours des dernières décennies sont actuellement menacés par l'impact croissant du changement climatique. Pour consolider les résultats acquis jusqu'ici et continuer à réduire la pauvreté, des interventions ciblées sont nécessaires pour renforcer les capacités des petits paysans de manière qu'ils puissent faire face aux défis actuels et futurs que pose le changement climatique.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

3. Le projet a été identifié lors de l'élaboration du programme d'options stratégiques 2013-2018 (COSOP) pour le Népal, qui comportait des objectifs stratégiques pour faire face aux risques et aux chocs liés au changement climatique, et inscrit dans la réserve de projets approuvée par le Gouvernement népalais. Lors de l'élaboration du COSOP, une évaluation approfondie de l'environnement et du changement climatique a été menée afin de définir clairement les mesures de réduction de la pauvreté nécessaires compte tenu du changement climatique. La conception du

projet répond donc bien à la fois à la variabilité actuelle et aux changements futurs du climat.

4. Le projet est pleinement cohérent avec les politiques gouvernementales de développement rural et de réduction de la pauvreté inscrites dans les plans nationaux de développement, de même qu'avec la Politique nationale relative au changement climatique et le Programme national d'action pour l'adaptation (PNAA). Le PNAA a identifié, entre autres domaines, la gestion intégrée de l'agriculture, des eaux, des forêts et de la biodiversité comme priorité clé du développement, parallèlement au renforcement des capacités des communautés et des ménages vulnérables en vue de leur meilleure adaptation au changement climatique. Un budget de 350 millions d'USD est prévu pour mettre en œuvre le PNAA dans le cadre de plans locaux d'action pour l'adaptation (PLAA) élaborés au niveau des comités villageois de développement (CVD). Le projet est ainsi aligné sur les politiques et plans gouvernementaux qui visent à réduire la vulnérabilité et à renforcer les capacités d'adaptation des communautés locales, tout en permettant au gouvernement d'accroître sa capacité d'absorption des financements mondiaux en faveur du climat et de l'environnement. En améliorant la résilience des investissements du FIDA au changement climatique, il fournit aussi l'occasion de mobiliser les financements en cours et prévus dans le cadre du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP).
5. Le Ministère de la science, de la technologie et de l'environnement a lancé le Programme népalais de soutien face au changement climatique (PNSCC), qui prévoit l'élaboration et l'exécution de PLAA par les CVD sélectionnés dans 14 districts des Régions moyen-ouest et extrême-ouest. Ce programme est financé par le Ministère du développement international du Royaume-Uni et l'Union européenne, avec l'appui technique du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). L'expérience initiale des premiers PLAA élaborés dans le cadre du PNSCC et celle du Programme Hariyo Ban (WWF et Care Nepal) montrent que le PLAA est un instrument très utile pour accroître la concentration sur les effets locaux du changement climatique et la compréhension de ceux-ci (au moyen d'une étude ciblée de la vulnérabilité climatique) et pour identifier les mesures de résilience et d'adaptation communautaires nécessaires. À ce titre, les processus d'élaboration des PLAA, ainsi que les PLAA eux-mêmes, sont utiles pour acheminer les financements destinés à l'adaptation climatique au niveau local.
6. Le projet œuvrera donc en étroite coordination avec le PNSCC pour apprendre à la faveur des activités menées au cours de cette première étape et soutenir le renforcement ultérieur de la méthode d'élaboration des PLAA en y intégrant des éléments spatiaux et temporels. Le Programme stratégique du Népal pour la résilience climatique, dont le financement s'élève à quelque 110 millions d'USD, n'a pas encore démarré dans la Région moyen-ouest. En conséquence, les travaux conduits dans le cadre du PNSCC et du projet aux fins de l'élaboration de PLAA fiables ne concerneront pas seulement le financement des priorités immédiates de l'adaptation, mais aussi la définition de priorités de second rang en vue d'obtenir des financements supplémentaires des donateurs. À cet égard, le projet apporte une contribution cruciale aux efforts déployés par le gouvernement pour accroître les flux financiers destinés à permettre aux communautés les plus pauvres de mieux faire face au changement climatique.
7. Le projet adopte une approche visant à créer les savoirs et les méthodes nécessaires pour améliorer la planification participative et faciliter le changement adaptatif. Il promouvra le cofinancement gouvernemental stratégique de l'investissement en faveur de moyens d'existence résilients au climat, au niveau de la communauté et du ménage. Il a pour but de réduire la vulnérabilité au changement climatique et d'accroître la résilience des ménages très vulnérables, tels qu'ils sont définis par le PNAA, en renforçant le capital naturel, physique, social, humain et financier de leurs communautés. À cet égard, un ménage résilient est

censé présenter les caractéristiques suivantes: i) moyens d'existence et flux de revenus diversifiés; ii) gestion améliorée des risques et des ressources naturelles grâce à un plus large accès aux savoirs sur l'adaptation au changement climatique; iii) participation à des réseaux sociaux, en particulier à des groupements d'agriculteurs; iv) protection contre certains risques climatiques grâce à l'infrastructure communautaire; et v) participation directe à la planification villageoise et influence sur les allocations financières au niveau national et des districts.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

8. Conformément à la cartographie de la vulnérabilité du PNAA népalais et au Rapport sur le développement humain – Népal 2014, du PNUD, et mettant à profit la présence de projets du FIDA en cours d'exécution, la phase I (années 1 à 3 du projet) sera axée sur les six districts suivants de la Région moyen-ouest: Jajarkot, Kalikot, Dailekh, Salyan, Rolpa et Rukum. Au stade de l'examen à mi-parcours, il sera décidé s'il convient, lors de la phase II (années 4 à 6 du projet), d'intensifier les activités dans les districts existants ou de les étendre à d'autres districts des Régions centrale et est, en fonction d'indicateurs critiques spécifiés dans l'accord de financement.
9. Dans les districts sélectionnés, 200 CVD au plus seront choisis sur la base des critères suivants: i) les CVD les plus vulnérables, notés V4 et V3 pour la vulnérabilité au changement climatique et collectivement classés dans la catégorie des populations vulnérables au climat (PVC) selon la méthodologie PLAA/PNSCC; ii) regroupement des CVD par sous-bassin versant et "point chaud" de vulnérabilité identifiés, afin d'élaborer une approche stratégique de l'adaptation au changement climatique du sous-bassin versant/du paysage au niveau des districts; et iii) lorsque la vulnérabilité des ménages le permet, chevauchement avec les CVD des projets existants du FIDA afin de mobiliser des ressources.
10. La stratégie de ciblage du projet adopte une approche au niveau de la communauté et du ménage, et vise notamment à répondre aux besoins particuliers des femmes et des hommes pauvres, des ménages sans terre, des Dalits, des Janajatis et autres minorités ethniques et groupes socioéconomiques défavorisés.

B. Objectif de développement du projet

11. Le but du projet est de *réduire la pauvreté rurale dans les régions collinaires exposées au changement climatique*. Les principaux résultats attendus à ce niveau sont les suivants: i) 100 000 ménages bénéficiaires directs (70% des ménages ciblés) déclarent une amélioration d'au moins 25% de l'indice des biens du ménage par rapport à la référence (ventilés par sexe, caste et appartenance ethnique du chef de ménage); et ii) la prévalence de la malnutrition infantile est réduite de 15% par rapport à la référence.
12. L'objectif de développement est de *réduire la vulnérabilité des communautés locales aux risques liés au climat et de renforcer l'environnement institutionnel propice à l'adaptation au changement climatique*. Les principaux résultats attendus au niveau de l'objectif de développement sont les suivants: i) 100 000 ménages bénéficiaires directs (70% des ménages ciblés) sont descendus d'un cran au moins sur l'indice de vulnérabilité au changement climatique (ventilés par sexe, caste et appartenance ethnique du chef de ménage); ii) les districts ciblés et les ministères intéressés par le projet disposent de politiques, programmes, plans et ressources humaines éclairés sur le climat; iii) chaque dollar du financement ASAP mobilise au moins 2 USD auprès d'autres sources pour la mise en œuvre de PLAA dans au moins six districts du projet; et iv) 560 000 tonnes d'émissions de gaz à effet de serre sont évitées ou piégées.

C. Composantes/résultats

13. Le projet comprendra les deux composantes principales suivantes: i) renforcement du cadre d'adaptation au climat au niveau local; et ii) amélioration de la résilience au climat des personnes vulnérables. Ces composantes sont étroitement complémentaires et échelonnées sur la durée du projet. Les activités de la composante 1 sont axées sur le renforcement des capacités des institutions participantes et l'élaboration de PLAA dans les communautés les plus vulnérables au climat, tandis que la composante 2 investira dans la mise en œuvre de ces PLAA. Bien que le PNAA ait été élaboré en 2010, son application pratique n'a commencé qu'en 2013 dans le cadre du PNSCC, qui n'a guère mobilisé à ce jour les ministères techniques de tutelle, notamment celui des forêts et de la conservation des sols, et celui du développement agricole. Le projet évaluera rapidement les carences des politiques, programmes et ressources humaines en matière d'adaptation au changement climatique, de ces ministères ainsi que des directions techniques et de la planification dans les districts participants, et exécutera un programme visant à remédier à ces carences, à commencer par le renforcement des capacités du personnel. Il est attendu que les ministères sensibilisés au climat seront davantage enclins à allouer les ressources nationales aux interventions relatives au climat, amplifiant ainsi l'impact du projet.
14. Par le pilotage des outils d'adaptation au climat axés sur le paysage et l'élaboration de scénarios participatifs, au cours de la phase I, le projet sera mieux à même de faire face aux risques multidimensionnels associés à la vulnérabilité au climat, et il fournira une série d'instruments qui permettront de généraliser cette approche dans l'ensemble du processus PNAA/PLAA lors de la phase II. Ce sera l'un des éléments d'un programme de gestion des savoirs qui éclairera les réseaux tels que le Climate Change Network Nepal, et sera en retour éclairé par eux, et qui soutiendra les projets d'investissement existants du FIDA en les rendant plus sensibles au climat. L'amélioration des capacités institutionnelles et humaines, et le renforcement des méthodes et des savoirs qui en résulteront alimenteront l'activité 1.1.3 (voir paragraphe suivant) et la composante 2, réduisant ainsi la vulnérabilité et accroissant la résilience des communautés et des ménages participants.
15. **Composante 1: Renforcement du cadre d'adaptation au climat au niveau local.** L'objectif de cette composante est la création d'un *cadre reproductible de gestion de l'adaptation au changement climatique du secteur agricole, mis en œuvre au niveau des communautés, des institutions et des districts participants*. Elle comprendra deux sous-composantes: 1.1 mise en œuvre renforcée du processus d'élaboration des PLAA; et 1.2 diffusion renforcée de savoirs sur l'adaptation au climat. La première comprendra trois activités: 1.1.1 ministères et districts participants éclairés sur le climat; 1.1.2 planification holistique; et 1.1.3 élaboration de PLAA participatifs. La seconde comprendra deux activités de gestion des savoirs: 1.2.1 constitution d'une base de données factuelles pour l'adaptation; et 1.2.2 gestion et diffusion des savoirs. Elle sera fortement liée au PNSCC, à la fois pour promouvoir les résultats du projet et pour bénéficier de solutions techniques applicables à celui-ci.
16. **Composante 2: Amélioration de la résilience au climat des personnes vulnérables.** L'objectif de cette composante est de *mettre en œuvre une gestion des ressources naturelles sensible au climat et à l'égalité des sexes ainsi que des pratiques et technologies agricoles résilientes au climat*. Elle sera axée sur le cofinancement de l'infrastructure communautaire pour l'adaptation au climat (biens publics) et pour l'identification par les communautés et les autorités de district des besoins des ménages en matière d'adaptation, dans le cadre des PLAA. Le projet cofinancera les deux sous-composantes suivantes: 2.1 mise en place d'une petite infrastructure communautaire adaptée au climat; et 2.2 établissement d'une production paysanne adaptée au climat et rentable.

III. Exécution du projet

A. Approche

17. **Du PNAA aux PLAA.** Au Népal, la diversité des paysages et des zones agroécologiques ainsi que la faiblesse des capacités institutionnelles et humaines rendent plus vulnérables aux effets du changement climatique les groupes les plus pauvres, en raison de leur accès limité aux ressources, aux services et aux systèmes qui leur permettraient de faire face à ces effets et de s'y adapter. Le cadre des PLAA soutient la réalisation des objectifs énoncés dans le PNAA en facilitant l'intégration des évaluations de la vulnérabilité au changement climatique et de l'adaptation dans les processus de planification et les résultats, du niveau local au niveau national.
18. **Des PLAA au projet.** C'est dans ce contexte que le projet se propose d'investir. Il financera les activités prioritaires de gestion de l'agriculture, des forêts et des eaux ainsi que d'aménagement des bassins versants identifiées par les bénéficiaires dans le cadre du processus d'élaboration des PLAA. Le projet s'aligne sur l'approche gouvernementale de l'adaptation au changement climatique en recourant au processus des PLAA à assise communautaire comme principal mécanisme d'investissement dans l'adaptation au changement climatique au niveau des communautés et des ménages/groupements paysans. Cette approche soutiendra la réduction de la vulnérabilité au changement climatique et intégrera l'adaptation au changement climatique au sein des interventions complémentaires en cours qui sont financées par le FIDA au Népal.

B. Cadre organisationnel

19. Le Ministère des forêts et de la conservation des sols, qui est l'agent principal d'exécution du projet, assumera la responsabilité générale du projet. Il établira une unité de coordination du projet (UCP) ainsi qu'un comité de pilotage du projet, qui aideront le Ministère en conseillant les organismes gouvernementaux, les ONG, les prestataires de services, le secteur privé et les communautés aux fins de la réalisation des objectifs du projet.
20. **Le comité de pilotage du projet.** Le Ministère établira le comité de pilotage, qui le tiendra informé de l'exécution d'ensemble du projet et veillera à sa bonne coordination, intégration et coopération avec tous les projets parallèles financés par le gouvernement et les donateurs. Le comité de pilotage du projet se réunira tous les six mois afin de coordonner l'exécution du projet, de guider la planification, d'examiner l'état d'avancement et de recommander toute modification qu'il apparaîtrait nécessaire d'apporter au plan de travail et budget annuel (PTBA).
21. **L'unité de coordination du projet.** Une UCP sera établie au niveau central afin d'aider le comité de pilotage du projet à assurer la coordination avec les organismes de tutelle et les districts participants, ainsi qu'à gérer les ressources du gouvernement et du FIDA. Pour faciliter la gestion et l'efficacité de son action, l'UCP sera placée sous l'autorité de la Direction des forêts. Elle comprendra une équipe de gestion composée de fonctionnaires détachés par le gouvernement, une équipe technique constituée de spécialistes recrutés à l'extérieur, et du personnel auxiliaire engagé par l'UCP. Celle-ci aura pour mandat d'assurer: i) la cohérence des approches et stratégies du projet; ii) la coordination et la synergie entre les agences participant à l'exécution; iii) la sous-traitance de prestataires de services adaptés; iv) la gestion responsable des ressources du FIDA et du gouvernement; et v) le partage des savoirs.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

22. **Planification.** Il est essentiel à la bonne exécution du projet que les PLAA et les processus de planification des PTBA du projet expriment les vues des divers institutions publiques (gouvernement et organismes de tutelle), individus, organisations et groupes communautaires. À cette fin, il faut établir un consensus autour d'objectifs communs, assurer une communication constante et mettre en place des structures souples de décision. Le processus en sept étapes d'élaboration et d'exécution des PLAA est le principal moyen de planification dont dispose le gouvernement pour orienter la majorité des financements publics et des fonds du projet.
23. **Dispositif de suivi-évaluation (S&E).** Le dispositif de S&E permettra de suivre les résultats et d'évaluer l'impact des activités du projet. L'UCP établira un dispositif complet de S&E et un système de rapports adaptés aux besoins de la gestion du projet et conformes aux systèmes actuels de S&E des projets du FIDA au Népal (SIMES sous Excel), au système de S&E usuel du FIDA, au Système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI) du FIDA, et aux exigences du gouvernement. Le dispositif de S&E sera conçu de façon à mesurer les indicateurs spécifiés dans le cadre logique du projet, et à suivre et vérifier le degré de réalisation des produits et résultats associés, ainsi que du but du projet et de son objectif de développement (impact). Comme il ressort du cadre logique, ces résultats sont tous étroitement liés par une relation causale, et ils seront reliés au système de S&E établi dans le COSOP.
24. **Gestion des savoirs et apprentissage.** La gestion des savoirs sera un élément essentiel de la performance du projet et de l'apprentissage, notamment pour ce qui est de l'adaptation au changement climatique, de l'inadaptation et des pratiques d'atténuation. Pour rendre efficaces la gestion des savoirs et l'apprentissage, le projet emploiera deux approches différenciées: i) la gestion des savoirs et l'apprentissage fondés sur l'action et menés au sein du projet et durant son exécution afin de faciliter la performance et la gestion du projet par des réponses et des mesures correctives immédiates; et ii) l'apprentissage et la gestion des savoirs destinés à éclairer la prise de décision du gouvernement et du FIDA, ainsi que la concertation sur les politiques.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

25. **Gestion financière.** L'UCP sera responsable de la bonne utilisation des fonds attribués et devra en rendre compte au gouvernement et au FIDA, conformément aux accords juridiques respectifs, aux accords de financement subsidiaire conclus avec des établissements financiers et aux accords contractuels passés avec les prestataires de services. Étant donné que les risques fiduciaires sont jugés élevés, un certain nombre de mesures seront appliquées pour les atténuer: i) acquisition d'un logiciel de comptabilité et renforcement correspondant des capacités; ii) recrutement par voie de mise en concurrence d'un spécialiste de la gestion financière; iii) élaboration d'un manuel de gestion financière; iv) appui et supervision du renforcement des capacités par des spécialistes externes; et v) adoption d'un cadre de bonne gouvernance et de reddition mutuelle de comptes afin de renforcer la responsabilité et la transparence.
26. **Dispositions relatives aux flux de fonds.** Le FIDA mettra les fonds à la disposition du gouvernement selon les modalités et conditions spécifiées dans l'accord de financement. Dès l'entrée en vigueur de l'accord, deux comptes désignés seront ouverts pour recevoir et acheminer les fonds provenant des dons du FIDA et de l'ASAP. Les deux comptes désignés seront ouverts et tenus par le pays bénéficiaire auprès de la Nepal Rastra Bank, et ils seront libellés en dollars des États-Unis. Les comptes seront administrés suivant les modalités du compte d'avances temporaires.

27. Les versements au titre de la contribution de contrepartie du gouvernement seront prélevés, par arrangement avec le Ministère des finances, sur un budget qui sera utilisé spécifiquement pour les contributions népalaises au projet. Ces contributions seront versées annuellement conformément aux procédures budgétaires normales.
28. **Passation des marchés.** La passation des marchés de biens, travaux et services consultatifs financés par le FIDA dans le cadre du projet sera exécutée conformément aux Directives pour la passation des marchés relatifs aux projets du FIDA (approuvées par le FIDA en septembre 2010, sans préjudice de modifications ultérieures le cas échéant). Les procédures, réglementations et processus nationaux prévus par la loi portant passation des marchés pourront être appliqués dans la mesure où ils ne contreviennent pas aux directives relatives à la passation des marchés du FIDA.
29. **Audit.** Aux termes de l'article IX, section 9.03, des Conditions générales applicables au financement du développement agricole et des Directives du FIDA relatives à l'audit des projets, l'Auditeur général du Népal est considéré comme un auditeur indépendant et agréé par le Fonds. Les audits seront exécutés conformément aux Normes internationales d'information financière et aux directives du FIDA en matière d'audit. Les rapports d'audit seront présentés au FIDA dans un délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice budgétaire.

E. Supervision

30. Le projet sera supervisé directement par le FIDA, conformément aux dispositions actuellement en vigueur au Népal. Le personnel du FIDA et les consultants assisteront à des ateliers de démarrage du projet, et le personnel et les consultants spécialisés continueront à participer à la supervision et à l'appui à l'exécution annuels. La supervision se fera sur la base des modalités et pratiques opérationnelles du FIDA. Autant que possible, le personnel affecté à la supervision et à l'appui à l'exécution ne devra pas changer fréquemment, sauf raison impérieuse. La fréquence et la composition des missions de supervision seront décidées à la lumière des besoins et conformément aux politiques du gouvernement et du FIDA.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

31. Les principales hypothèses adoptées pour le calcul des coûts du projet et le plan de financement sont les suivantes: i) les coûts du projet sont fondés sur les prix de juin 2014; ii) le projet proposé sera financé sur une période de six ans (2015-2020); iii) l'inflation des prix à la consommation est estimée à 9% en moyenne au cours de la période 2015-2018, chiffre qui a servi de base pour l'analyse au cours de la durée du projet (2015-2020); et iv) le taux de change de base retenu dans l'analyse a été fixé à 94,5 roupies népalaises (NPR) pour 1 USD, soit le taux de change officiel (arrondi) en vigueur en juin 2014. Le gouvernement prendra en charge le coût de tous droits et taxes sur les biens et services acquis dans le cadre du projet.
32. On estime à 37,7 millions d'USD le montant total de l'investissement et des coûts différentiels récurrents du projet, y compris les provisions pour aléas d'exécution et pour aléas financiers. Les provisions pour aléas financiers représentent environ 10% du coût total du projet. La part en devises est estimée à 1,4 million d'USD, soit 4% du coût total du projet. Les droits et taxes représentent environ 1,3 million d'USD (3%). Les coûts de gestion du projet s'élèvent à 3,5 millions d'USD (environ 9% du coût total du projet).

B. Financement du projet

33. Le financement du FIDA comprend un don d'environ 10 millions d'USD (27% du coût total du projet) provenant de l'allocation du SAFP, et un don au titre de l'ASAP, d'un montant s'élevant approximativement à 15 millions d'USD (40% du coût total du projet), suivant la ventilation détaillée indiquée au tableau 2.
34. Le pays bénéficiaire fournira un financement de contrepartie de l'ordre de 6,66 millions d'USD pour financer entre autres dépenses: le coût de tous droits et taxes éventuellement dus en relation avec le projet; 20% du total des dépenses effectives autorisées, afférentes aux dotations à l'investissement dans le cadre de la composante 2; et les traitements du personnel du projet, à l'exception de ceux des membres de l'équipe technique mentionnée au paragraphe 4, partie II de l'appendice 1 à l'accord de financement (voir annexe). Les bénéficiaires apporteront une contribution en nature s'élevant à environ 6,02 millions d'USD dans le cadre de la composante 2.

Tableau 1

Coût indicatif du projet par composante et par source de financement (en milliers d'USD)

Composante	Pays	Don ASAP	Don du	Bénéficiaires	Total
	bénéficiaire	Montant	FIDA		
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant
1. Renforcement du cadre d'adaptation au climat au niveau local climatique					
1.1. Mise en œuvre renforcée du processus d'élaboration des PLAA					
1.1.1. Ministères et districts participants éclairés sur le climat	244,4	783,1	1 672,6	-	2 700,1
1.1.2. Planification holistique	242,8	1 390,2	331,3	-	1 964,3
1.1.3. Élaboration de PLAA participatifs	82,2	-	1 562,6	-	1 644,9
Sous-total mise en œuvre renforcée du processus d'élaboration des PLAA	569,4	2 173,3	3 566,5	-	6 309,3
1.2. Diffusion renforcée de savoirs sur l'adaptation au climat					
1.2.1. Constitution d'une base de données factuelles pour l'adaptation	102,7	582,1	-	-	684,8
1.2.2. Gestion et diffusion de savoirs sur l'adaptation au climat	281,2	968,4	838,5	-	2 088,1
Sous-total diffusion renforcée de savoirs sur l'adaptation au climat	383,9	1 550,5	838,5	-	2 772,9
Sous-total Renforcement du cadre d'adaptation au climat au niveau local	953,4	3 723,8	4 405,0	-	9 082,2
2. Amélioration de la résilience au climat des petits paysans vulnérables					
2.1. Mise en place d'une petite infrastructure communautaire adaptée au climat	2 680,1	6 313,7	2 048,1	2 673,8	13 715,7
2.2. Établissement d'une production paysanne adaptée au climat et rentable	2 210,4	3 247,5	2 534,7	3 306,1	11 298,7
Sous-total amélioration de la résilience climatique des petits paysans vulnérables	4 890,5	9 561,2	4 582,8	5 979,9	25 014,4
Gestion du projet					
Unité de coordination du projet	560,1	1 315,8	407,2	-	2 283,1
Bureau de district pour la coordination du projet	234,5	398,3	604,9	-	1 237,6
Sous-total gestion du projet	794,5	1 714,0	1 012,1	-	3 520,7
Coût total du projet	6 638,4	14 999,0	10 000,0	5 979,9	37 617,3

Tableau 2

Coût indicatif du projet par catégorie de dépenses et source de financement

(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Pays bénéficiaire		Don ASAP		Don du FIDA		Bénéficiaires		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
I. Dépenses d'investissement									
Travaux	3,0	25,0	-	-	8,9	75,0	-	-	11,9
Véhicules	49,9	15,0	-	-	282,5	85,0	-	-	332,4
Équipement et fournitures	286,4	15,0	779,8	40,8	843,4	44,2	-	-	1 909,6
Fonds de dotation	4 877,8	20,0	8 948,7	36,7	4 582,8	18,8	5 979,9	24,5	24 389,2
Formation	204,9	5,0	171,8	4,2	3 721,7	90,8	-	-	4 098,4
Ateliers	62,3	10,0	-	-	560,6	90,0	-	-	622,9
Services consultatifs, études et assistance technique	485,4	15,0	2 750,8	85,0	-	-	-	-	3 236,2
Traitements et indemnités	474,6	50,0	474,6	50,0	-	-	-	-	949,3
Voyages et indemnités	-	-	233,2	100,0	-	-	-	-	233,2
Dépenses de fonctionnement	194,0	10,6	1 640,0	89,4	-	-	-	-	1 834,0
Coût total du projet	6 638,4	17,6	14 999,0	39,9	10 000,0	26,6	5 979,9	15,9	37 617,3

C. Résumé des avantages et analyse économique

35. Il est estimé que le projet touchera au minimum 200 CVD et 150 000 ménages paysans. En supposant un taux de réussite de 70%, 100 000 ménages, soit 600 000 personnes au moins, en bénéficieront directement. Les ménages plus aisés de certains CVD non directement ciblés par le projet en bénéficieront indirectement par l'accès aux services écosystémiques et par le biais des capacités, méthodes, techniques et systèmes améliorés qui seront adoptés dans leur CVD et leur district. Une stratégie de reproduction à plus grande échelle sera nécessaire pour parvenir à cette fin.
36. Les avantages attendus des investissements du projet sont inextricablement liés à l'aptitude des ménages paysans à augmenter leurs revenus potentiels en investissant dans des techniques adaptées au climat, étayées par les investissements d'infrastructure supplémentaires nécessaires au développement de l'activité agricole, notamment à l'achat d'intrants et à la vente des produits. Par conséquent, les gains procurés par les investissements dans les infrastructures "biens de production" et autres revenus des entreprises ont été pris en compte et inclus dans l'augmentation des revenus des ménages paysans. L'analyse comprend tous les coûts et avantages différentiels quantifiables associés aux investissements du projet. Selon l'analyse économique et financière, le taux de rentabilité interne global du projet est de 25%. La valeur actuelle nette (VAN) est estimée à 2 305 millions de NPR au taux d'actualisation de 9%, et le rapport coût-avantage à 1,46. Au niveau actuel de 9% du coût d'opportunité du capital, une VAN positive dénote que les investissements du projet sont robustes.

D. Durabilité

37. La pérennité du projet sera assurée par le renforcement de la capacité d'adaptation des communautés locales, des institutions publiques et des prestataires de services, de l'échelon du village et du district au niveau national, permettant de mettre en place de solides moyens de planification, d'élaboration des mesures et d'intervention propres à favoriser l'adaptation au changement climatique. Cet investissement dans les processus de planification participative et le renforcement des capacités des pouvoirs publics permettra de garantir que le mécanisme mis en

place pour répondre efficacement au changement climatique reste ancré dans le service public et la société civile dont il sert les intérêts. Il est attendu que les éléments suivants pourront être reproduits à plus grande échelle au niveau national: les processus de planification des PLAA, le système d'information géographique, les unités de planification équipées des sections pour l'énergie, l'environnement et le changement climatique des districts participant au projet, et le renforcement des capacités de planification. Il sera alors possible de parvenir à une allocation plus rationnelle des financements nationaux et extérieurs.

E. Identification et atténuation des risques

38. Les risques associés au projet ont trait aux incertitudes liées au changement climatique, et à l'évolution rapide de l'environnement socioéconomique. Plusieurs facteurs de risque ont été analysés en fonction de leur pertinence pour le projet.
39. **Composante 1:** i) la longueur du processus d'évaluation préalable et de planification nuit à l'action dynamique; le recours aux mobilisateurs communautaires des projets du FIDA en cours concourra à pallier ce risque; et ii) le manque de services techniques d'adaptation au changement climatique fournis à un prix abordable pour répondre aux besoins identifiés. On peut atténuer le risque correspondant par la formation technique des organismes de tutelle aux méthodes et technologies relatives à l'adaptation au changement climatique.
40. **Composante 2:** i) les calamités naturelles, notamment la sécheresse et les inondations, peuvent abaisser le niveau de la production agricole; l'amélioration de l'infrastructure productive et l'adoption de techniques et de variétés culturales résilientes au climat, ainsi que la modification du calendrier agricole, contribueront à atténuer ce risque; et ii) la capacité des petits paysans à négocier des conditions équitables avec les investisseurs privés peut être améliorée par l'information sur les marchés, l'amélioration du conseil technique et la promotion des groupements de producteurs et des relations commerciales.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

41. La conception du projet met à profit les politiques et les stratégies du FIDA concernant le ciblage, l'égalité des sexes, les peuples autochtones, la gestion des ressources naturelles et de l'environnement, et la collaboration avec le secteur privé. Par ailleurs, le projet est pleinement conforme aux objectifs de l'ASAP. S'agissant de l'impact environnemental, la majorité des activités relève de la catégorie C. Cependant, compte tenu du fait que l'impact global de petites infrastructures peut avoir des conséquences négatives inattendues, le projet a été prudemment classé dans la catégorie B aux fins de l'étude d'impact environnemental.

B. Alignement et harmonisation

42. La note conceptuelle du projet figurait dans la réserve de projets du COSOP couvrant la période 2013-2018: le projet est donc conforme aux priorités du gouvernement en matière de développement et de changement climatique. Il correspond aussi aux trois objectifs stratégiques du COSOP: i) "favoriser la diversification des revenus et la création d'emplois en milieu rural" par la promotion d'une gamme d'opportunités économiques de nature à apporter de façon équitable des avantages à différentes catégories socioéconomiques tant au sein du secteur agricole qu'en dehors de celui-ci; ii) "améliorer la sécurité alimentaire et la résilience au changement climatique et aux autres risques" afin de permettre à la population rurale pauvre d'investir dans des activités tournées vers le marché; et iii) "promouvoir des institutions rurales sans exclusive, responsables et viables", de façon qu'elles puissent fournir aux producteurs agricoles et autres des services responsables et sans exclusive.

43. Outre le PNSCC, le projet recherchera une cohérence et des synergies avec plusieurs autres programmes nationaux. Le Ministère des forêts et de la conservation des sols héberge et met en œuvre le Programme forestier réunissant de multiples parties prenantes (MSFP), financé par le Gouvernement finlandais, le Ministère du développement international, et la Direction du développement et de la coopération de la Confédération suisse (DDC), qui s'étendra progressivement à 62 districts. Ce programme relatif au secteur forestier primaire met l'accent sur le changement climatique et le développement durable. Le Ministère des forêts et de la conservation des sols gère aussi le Programme de foresterie à bail et d'élevage, financé par le FIDA, qui devait s'achever en juin 2014 après deux phases et 18 ans d'exécution dans 22 districts (des baux ont aussi été institués dans 10 districts supplémentaires par le Projet de réduction de la pauvreté dans les hautes terres de l'Ouest). Le MSFP est exécuté par la Direction des forêts, qui devrait aussi héberger l'UCP, ce qui fournira l'occasion de démultiplier les avantages du projet par le biais du MSFP.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

44. Les innovations et les domaines de reproduction à plus grande échelle les plus importants sont les suivants:
- a) planification holistique par l'intégration d'éléments spatiaux et temporels dans l'élaboration des PLAA;
 - b) renforcement de la résilience écologique par l'adoption d'une approche paysagère de la planification de l'adaptation au changement climatique;
 - c) renforcement des capacités des ministères, directions et organismes de tutelle afin de répondre aux besoins locaux d'adaptation au changement climatique;
 - d) amélioration de la gestion de l'eau au niveau du ménage (irrigation goutte-à-goutte, eau sanitaire); et
 - e) application à plus grande échelle de la foresterie à bail.

D. Participation à l'élaboration des politiques

45. Le Climate Change Network Nepal, plateforme établie par le regroupement de tous les acteurs clés du changement climatique dans le pays, coordonne l'action de ses membres dans des domaines tels que l'information et la gestion des savoirs, le renforcement des capacités, et l'initiative du plaidoyer pour l'adaptation au changement climatique. Le projet établira un mécanisme de consultation régulière avec le réseau précité et explorera en étroite collaboration avec ses membres les possibilités de coopération dans les domaines de l'examen des politiques, du partage de l'expérience, et des enseignements tirés de l'exécution des PLAA, en ce qui concerne particulièrement le financement, la reproduction et l'application à plus grande échelle.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

46. Un accord de financement entre la République du Népal et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti au pays bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
47. La République du Népal est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA et du Fonds fiduciaire du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne, agissant par l'entremise du FIDA en sa qualité de gestionnaire du Fonds fiduciaire de l'ASAP.
48. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

49. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds accordera au Népal un don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette d'un montant équivalant à six millions quatre cent soixante-dix mille droits de tirage spéciaux (6 470 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera au Népal un don ASAP d'un montant équivalant à neuf millions sept cent dix mille droits de tirage spéciaux (9 710 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement

IFAD Grant Number: [...]

IFAD ASAP Trust Grant Number: [...]

Project Title: Adaptation for Smallholders in Hilly Areas (ASHA) (the "Project")

Nepal

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and

The Adaptation for Smallholder Agriculture Programme Trust Fund ("the ASAP Trust")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

WHEREAS the Executive Board of the Fund, at its 105th Session, approved the establishment of the ASAP Trust and further approved that the Fund be the Administrator of the ASAP Trust, acting through its President,

WHEREAS the Fund has agreed to extend a grant to the Recipient for the purpose of financing the Project, on the terms and conditions set forth in this Agreement,

WHEREAS on the basis of the above and other considerations, the ASAP Trust has agreed to extend an ASAP grant to the Recipient for the purpose of increasing the financing for the Project, on the terms and conditions set forth in this Agreement,

WHEREAS the commitment of the ASAP grant is subject to availability of funds in the ASAP Trust,

hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1) and the Allocation Table (Schedule 2).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

3. The Fund shall provide a grant (the "IFAD Grant") and the ASAP Trust shall provide an ASAP grant (the "ASAP Grant") (both grants collectively the "Financing") to the Recipient, which the Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions set forth in this Agreement.

Section B

1. (a) The amount of the IFAD Grant is six million four hundred and seventy thousand Special Drawing Rights (SDR 6 470 000).

(b) The amount of the ASAP Grant is nine million seven hundred and ten thousand Special Drawing Rights (SDR 9 710 000).

2. Two (2) Designated Accounts denominated in United States dollar shall be opened in accordance with Section 4.04(d) of the General Conditions with the Nepal Rastra Bank to receive resources from the IFAD Grant and ASAP Grant respectively for the implementation of the Project.

3. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 16 July.

4. The Recipient shall provide counterpart financing for the Project in the amount of approximately USD 6.66 million, in order to finance, *inter alia*, the cost of all taxes that may be due in connection with the Project, twenty per cent (20%) of total eligible expenditures incurred related to investment grants under Component 2, and the salaries of Project staff except for the technical team referred to in paragraph 4 of Part II of Schedule 1 to this Agreement. The beneficiaries of the Project shall contribute in kind in the amount of approximately USD 6.02 million under Component 2.

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Ministry of Forests and Soil Conservation (the "MoFSC") of the Recipient.

2. Additional Project Parties shall include, *inter alia*, service providers and other institutions referred to in Schedule 1 to this Agreement.

3. The Project Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The Financing will be administered and the Project supervised by the Fund.

Section E

1. (a) The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:

(i) the Project Steering Committee (the "PSC") and the Project Coordination Unit (the "PCU") referred to in paragraphs 2 and 3 of Part II of Schedule 1 to this Agreement respectively shall have been duly established and the members thereof selected;

(ii) the Project Coordinator (the "PC") for the PCU referred to in paragraph 3 of Part II of Schedule 1 to this Agreement shall have been deputed, and shall be acceptable to the Fund;

(iii) a final draft version of the Project Implementation Manual (the "PIM") referred to in paragraph 7 of Part II of Schedule 1 to this Agreement shall have been duly prepared, and no objection to the PIM from the Fund and approval of the PIM by the PSC shall have been obtained;

(iv) the Recipient shall have allocated, and the Project shall have received, adequate counterpart financing for the first Project Year;

(v) service providers bidding processes shall have been duly completed and related documents signed; and

(vi) a computerized accounting system acceptable to the Fund shall have been identified and selected by the Project.

(b) The following are designated as additional grounds for cancellation of the Financing:

(i) any changes to the institutional setting of the PSC or key personnel of the Project have been made without the prior consent of the Fund, and the Fund has determined that such changes have had, or are likely to have, a material adverse effect on the Project.

(ii) the PIM, or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior consent of the Fund, and the Fund has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.

(iii) any delays in the Recipient's allocation of counterpart financing for a specific Project Year have occurred, and the Fund has determined that such delays have had, or are likely to have, a material adverse effect on the Project.

2. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Recipient:

Secretary
Ministry of Finance
Singhdurbar, Kathmandu
Nepal

For the Fund:

President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono, 44
00142 Rome, Italy

For the ASAP Trust:

President of the International Fund for Agricultural
Development in its capacity as Trustee of the
Adaptation for Smallholder Agriculture Programme
Trust Fund
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono, 44
00142 Rome, Italy

This agreement, dated [_____], has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and the ASAP Trust and three (3) for the Recipient.

NEPAL

[Name of the Authorized Representative]
[Title]

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Kanayo F. Nwanze
President

ADAPTATION FOR SMALLHOLDER
AGRICULTURE PROGRAMME TRUST FUND

Kanayo F. Nwanze
President of the International Fund
for Agricultural Development in its capacity as Trustee
of the Adaptation for Smallholder Agriculture Programme
Trust Fund

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. The Adaptation for Smallholders in Hilly Areas Project (ASHA), aims at strengthening the adaptive capacity of communities and institutions to better contend with climate change risks in six (6) districts (prior to the Mid-Term Review) to twelve (12) districts in total during the six (6) years' Project Implementation Period. This will be achieved through (i) strengthening the framework for local-level climate adaptation and (ii) improving the resilience of climate vulnerable people through government co-financing of adaptive investments at household and community/landscape levels that expand and diversify agricultural and other livelihood options.

2. *Target Population.* The Project shall initially target climate vulnerable households of six (6) mid-western districts including Jajarkot, Kalikot, Dailekh, Salyan, Rolpa and Rukum (the "Project Area"). At Project Mid-Term Review (the "MTR"), a decision shall be made as to whether to intensify Project activities in the existing districts or to expand to other districts and/or Central and Eastern Development Regions of Nepal. It is estimated that the Project will directly benefit at least 100 000 households (500 000 people). Women shall account for at least fifty per cent (50%) of the direct participating beneficiaries.

3. *Goal.* The Project shall sustainably reduce rural poverty in the hilly regions facing consequences of climate change (the "CC") in the Project Area.

4. *Objective.* The Project shall reduce the vulnerability of target communities to climate-related risks and strengthen the enabling institutional environment for CC adaptation.

5. *Components.* The Project shall consist of the following Components:

5.1 Component 1: Strengthened Framework for Local-level Climate Adaptation

The objective of this Component shall be the development of a scalable agriculture and forestry sectors' CC adaptation framework supported by participating government agencies, districts, communities and other institutions. This Component shall include two (2) sub-components: (i) Implementation of a strengthened Local Adaptation Plan of Action (the "LAPA") development process; and (ii) Dissemination of enhanced climate adaptation knowledge.

Sub-component 1.1: Implementation of a strengthened LAPA development process

This sub-component shall include three (3) activities:

Activity 1.1.1: Climate informed participating Ministries and districts. The Project shall conduct a "CC adaptation screening" of the Ministry of Forests and Soil Conservation (the "MoFSC") and Ministry of Agricultural Development (the "MoAD") to assess the alignment of their policies, major programmes and staff capacities with national CC policies and plans of action. As per Nepal Country Strategic Opportunities Programme (IFAD, EB 2013/109/R.17) the review shall also screen for Gender Equality and Social Inclusion (the "GESI"). In Project districts, staff capacity to support climate resilient agricultural and forestry development and alignment with the principles and procedures of national policies and plans, such as the National Adaptation Programme of Action (the "NAPA"), LAPA, and National Climate Change Policy 2011 (the "NCCP"), shall be assessed to identify gaps and remedial actions.

Activity 1.1.2: Holistic planning of watershed and forecast approaches. This activity consists of two (2) parts: (i) Development of a landscape based approach to LAPA preparation; and (ii) Use of participatory CC forecasting. A landscape or sub-watershed approach supported by Geographic Information System (the "GIS") tools will be used for determining upstream and downstream linkages between Village Development Committees (the "VDCs") while formulating LAPAs. This approach will allow for the aggregation of LAPAs within a district into an integrated and coherent District Development Plan. Areas for treatment at the landscape level that go beyond the LAPAs will be clearly identified for defining national and external investments for strengthening ecological resilience.

The District Energy, Environment and Climate Change (the "DEECC") section within the District Development Committees (the "DDC") will play a supportive role in developing the GIS-based sub-watershed approach, together with the MoFSC, the MoAD and other technical line agencies. LAPA development at community level will adopt Participatory Scenario Development (the "PSD") through the engagement of key stakeholders in an exercise of envisioning future vulnerability under different plausible CC scenarios. Using PSD will allow the exploration of future development choices and pathways, as well as, to inform investment choices needed to facilitate effective adaptation.

Activity 1.1.3: Preparation of Participatory LAPAs. The Project shall fund the development of LAPAs in all participating VDCs following the 7-step approach approved and guidelines developed by Ministry of Science, Technology and Environment (the "MoSTE"). Competitively selected service providers working in partnership with local community groups shall undertake this work. In preparing LAPAs, the Project shall draw on the knowledge, group dynamics and technologies developed under ongoing IFAD and other donor funded projects in the districts, recognising that the key criteria of CC vulnerability may target a wider range of stakeholder groups rather than existing poverty-targeted projects. In the process of LAPA preparation, Community Investment Plans (the "CIPs") and Livelihood Improvement Plans (the "LIPs") of current IFAD projects shall be enhanced to include CC concerns, thereby leveraging LAPA-based Project investments in vulnerability reduction and resilience enhancement.

Sub-component 1.2: Dissemination of enhanced climate adaptation knowledge

This sub-component shall include two (2) knowledge management activities: (i) Building an evidence base for adaptation; and (ii) Management of dissemination of climate adaptation knowledge. This sub-component will be strongly linked to the national programme on CC adaptation of the Recipient, both to promote the results of the Project as well as to receive technical solutions applicable by ASHA.

Activity 1.2.1: Building an evidence base for adaptation. The Project shall identify a core set of climate adaptation research topics that need to be addressed, both through Participatory Action Research (the "PAR") and applied research, and shall support the Nepal Agriculture Research Council (the "NARC") to develop PAR/applied research processes with smallholder groups (representative of the gender and ethnic mix in the community) identified through LAPA preparation. The NARC shall monitor, evaluate and promote appropriate adaptation responses being practiced by smallholder farmers, as well as, test and promote resilience building measures identified by communities and sub-sector experts. In partnership with international collaborators, the NARC shall also evaluate climate adaptation technologies and approaches that show potential for scaling up.

Activity 1.2.2: Management of dissemination of climate adaptation knowledge. This activity shall include: (i) the Geographical Information System-based monitoring of

CC conditions and impacts at community level, including local weather conditions; (ii) an inventory of existing CC adaptation knowledge, practices and technologies from other organizations and projects in Nepal and the systematisation of knowledge outputs in formats readily accessible to different audiences, including the preparation of a "toolbox" of adaptation technologies and approaches, designed for use by vulnerable farm households; (iii) the Training-of-Trainers, including Lead Farmers (representative of the gender and ethnic mix in the community), for the replication and scaling up of successful technologies and approaches for pro-poor, CC-adapted systems; and (iv) the collation and dissemination of results through farmer-to-farmer extension, learning events, field visits and study tours and presentations of results at national CC forums and international conferences and events, and the reporting of lessons learned.

5.2 Component 2: Improved Resilience of Climate Vulnerable Smallholder Farmers

This Component aims to implement climate informed and gender-sensitive natural resource management and climate smart agricultural and forestry practices and technologies. The focus shall be on financing climate adaptation/mitigation infrastructure that generate public goods and household adaptation needs identified in the LAPA. This Component shall cofinance two (2) sub-components: (i) Operational climate adapted community infrastructure; and (ii) Profitable smallholder climate adapted production.

Sub-component 2.1: Operational climate adapted community infrastructure

Climate adaptation infrastructure investment grants shall be made available to beneficiary communities for the construction of prioritised infrastructure items normally considered to provide public benefit, including, *inter alia*, potable water supply; marketing infrastructure for new climate adapted products; soil and water conservation for improved hydrologic functioning and soil fertility, watershed protection, slope stabilisation, and flood control; water-use-efficient irrigation; renewable energy supply; and maintenance of village access roads to withstand minor landslips. Infrastructure investment schemes shall be identified and prioritised during the LAPA process and necessary engineering support shall be verified by the district line agencies.

Sub-component 2.2: Profitable smallholder climate adapted production

Under this sub-component, vulnerable household groups shall make investments in resource management systems adapted to CC impacts, agriculture, livestock and forestry production, labour efficient farm equipment, on-farm renewable energy technologies, and collective marketing, particularly for new climate adapted products, that significantly increase household income. The Project shall provide co-financing to cover up to seventy per cent (70%) of the costs of each investment, with a maximum co-financing amount of USD 55 000 per LAPA (including beneficiaries' contribution). Beneficiaries' co-financing of thirty per cent (30%) shall be made through in-kind contributions. Beneficiaries shall receive technical support from the technical centres and be able to use up to thirty per cent (30%) of the LAPA grant to purchase: (i) private technical support through performance-based contracts with trained lead farmers, village animal health workers, or civil society support organizations in the district; (ii) numeracy or literacy training for group members through local education providers; (iii) livestock insurance; and/or (iv) market services.

II. Implementation Arrangements

1. *Lead Project Agency.* The MoFSC shall have the overall responsibility for the Project as the Lead Project Agency.

2. *Project Steering Committee (the "PSC")*. The PSC shall be established and chaired by the Secretary, MoFSC to ensure overall execution of the Project and effective coordination among and coherent inclusion of the government agencies, civil society and the private sector. The PSC shall serve as the decision maker for strategic management of the Project, including approval of the Project Implementation Manual (the "PIM"), Annual Workplan and Budget (the "AWPB"), and other decisions related to the Project coordination, orientation and mobilization of resources. The membership of the PSC shall be composed of the PC (Member Secretary of the PSC), Director General, Department of Agriculture (the "DoA"); Director General, Department of Forests (the "DoF"); Director General, Department of Livestock Services (the "DoLS"); Director General, Department of Soil Conservation and Watershed Management; Representative, Ministry of Finance (the "MoF") – International Economic Cooperation Coordination Division (the "IECCD"); Joint Secretary, MoFSC – Foreign Aid Coordination Division (the "FACD"); Representative, Ministry of Federal Affairs and Local Development (the "MoFALD"); Representative, MoSTE; two (2) representatives of Project districts (rotating annually); two (2) representatives of civil society organizations working in Project districts, including one from the NGO Federation of Nepal (the "NFN"); and two (2) representatives of agriculture and/or forestry business enterprises and non-governmental organizations (the "NGO") working in Project districts, including one from the Federation of Nepalese Chambers of Commerce and Industry (the "FNCCI"). The PSC shall meet semi-annually.

3. *Project Coordination Unit (the "PCU") and Project Coordinator (the "PC")*. The PCU shall be established within the MoFSC. It shall operate under the leadership of the PC. It includes a management team of government-deputed officers, a technical team of externally recruited experts, and support staff hired by the PCU. Reporting directly to the PSC, the PCU shall assume the overall responsibility for the day-to-day Project implementation including financial management, reporting, coordination among Project Parties and other Project implementation activities. The PCU shall mainly carry out planning, coordinating, monitoring and reporting of the Project. The PC, as the Head of PCU, shall work full-time for the Project, and shall have no additional responsibilities within any other government agency. The major responsibilities of the PC shall be to ensure that the involved government agencies, districts, and VDCs carry out the Project activities in line with this Agreement and applicable operating schedules and procedures. The PC shall be provided with adequate executive authorities and accountabilities through a Decision of the Secretary, MoFSC. The PC shall execute the PSC decisions on its behalf.

4. *Staffing of the PCU*. The PCU shall be composed of the PC, Planning and Administrative Officer, Accounts Officer and Monitoring & Evaluation ("M&E") Officer deputed from the Government and assisted by support staff. A technical team of sectoral specialists (contracted positions) composed of, *inter alia*, a Financial Management Specialist, Procurement Management Specialist, a Livestock Specialist, an Agriculture Specialist, a CC Specialist, an Engineer, a Knowledge Management Specialist and a Gender and Social Inclusion Specialist as needed would assist the PCU and District PCUs and line agencies in the areas of their expertise. The technical team shall be based in the Office of Regional Director of Forests. The CC Specialist shall be located in the SahaYatri, to provide CC support to all IFAD projects in Nepal. The deputation of the PC and the appointment of all other key personnel of the PCU shall be acceptable to the Fund in accordance with Section 7.11 of the General Conditions.

5. *District-level Project Implementation*. Local steering committees shall be established when needed at the district level to ensure proper consistency and integration of Project activities. Each participating district shall have a Ministry-staffed District PCU (the "DPCU") within the District Forests Office, led by a District Project Coordinator

(the "DPC") and supported by national finance, procurement and contract management, engineering and M&E specialists. Under the overall direction of the PCU, the DPCUs shall be responsible for, *inter alia*, coordination and monitoring of the Project activities implemented by the district Project line agencies, non-governmental organizations and contracted service providers. It shall collect physical and financial periodic progress reports from Project implementation parties, maintain district consolidate records, prepare reports and deliver them to the PCU. The District Forests Office shall provide suitable office accommodation for the DPCU. Under the overall direction of the PSC and guidance of the PCU, the District Forests Coordination Committee will act as the District Project Coordination Committee (the "DPCC"). The DPC or an officer appointed by the DPCC shall serve as the DPCC Secretary. The committee shall, *inter alia*, (i) review the district AWPBs and recommend them to the PCU; (ii) review the progress reported by the implementing agencies in the districts; and (iii) synchronize inter-agency efforts for effective implementation and problem solving.

6. *Village Development Committees (the "VDCs")*. The VDCs shall be involved in the Project implementation in the target villages. The VDCs' community resource person shall be the focal point for coordinating the overall implementation of the Project interventions and activities by the related implementing agencies. An Agriculture, Forestry and Environment Committee (the "AFEC") shall be set up under each Project VDC. It will be composed of lead farmers, households of all categories, ongoing-project farmers' groups or cooperatives, women and vulnerable ethnic groups. Women shall constitute no less than forty per cent (40%) of the farmer representatives.
7. *Project Implementation Manual (the "PIM")*. A PIM shall be drafted and finalised by the PCU and shall be submitted to IFAD for no objection and to the PSC for approval. The PIM shall include, *inter alia*:
 - (i) Qualifications, terms of reference and implementation responsibilities of Project parties including, *inter alia*, the PSC and PCU, key personnel of the PCU, consultants and service providers;
 - (ii) Recruitment procedures for international experts/consultants when technical expertise in CC adaptation and other areas cannot be obtained from regular government staff and other citizens of the Recipient;
 - (iii) Criteria for the performance appraisal of the Project professional staff and adequate internal control system;
 - (iv) Anti-corruption action plan at the time of Project appraisal;
 - (v) Targeting and selection criteria for participating beneficiaries;
 - (vi) Project operational, financial and procurement procedures, including an accounting procedure for bookkeeping and reporting, implementation and monitoring procedures;
 - (vii) Financial management mechanism and flow of funds for all outputs and activities;
 - (viii) The GESI mainstreaming modalities in all Project activities;
 - (ix) M&E system and procedures including the Results and Impact Management System (the "RIMS"); and
 - (x) Implementation modalities for all modules.
8. *Mid-Term Review (the MTR)*. An MTR at the midpoint of the Project Implementation Period shall be conducted to assess the Project implementation progress and to determine appropriate revisions to the Project design, implementation arrangements

and resource allocations in order to ensure successful Project completion and possible scaling-up to new districts and new technical solution for agriculture and forestry adaptation to CC. The MTR's decision on scaling-up shall be subject to, *inter alia*, conditions as follows:

- (i) more than sixty per cent (60%) of one hundred (100) LAPAs shall have been formulated and operationalized in at least six (6) Districts;
- (ii) at least sixty per cent of Target Population (60% of 50 000 households prior to the MTR) shall have been reached;
- (iii) on average at least seventy per cent (70%) of the AWPBs shall have been delivered; and
- (iv) main service providers and NGOs shall have been selected and contracted in Project Years 1 and 2.

Schedule 2
Allocation Table

1. *Allocation of Financing Proceeds.* (a) The Tables below set forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the IFAD Grant and the ASAP Grant; the allocation of the amounts of the IFAD Grant and the ASAP Grant to each Category; and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

IFAD Grant:		
Category	Amount Allocated (SDR)	% of Eligible Expenditures to be Financed
I-G. Goods, Services and Inputs	500 000	100% net of Taxes
II-G. Grants and Subsidies	2 660 000	74% of the total cost net of Taxes and beneficiaries' contributions
III-G. Vehicles	160 000	100% net of Taxes
IV-G. Training	2 510 000	100% net of Taxes
Unallocated	640 000	
TOTAL	6 470 000	
ASAP Grant:		
Category	Amount Allocated (SDR)	% of Eligible Expenditures to be Financed
I-A. Goods, Services and Inputs	480 000	100% net of Taxes
II-A. Grants and Subsidies	5 290 000	74% of the total cost net of Taxes and beneficiaries' contributions
III-A. Consultancies	1 600 000	100% net of Taxes
IV-A. Operating Costs	1 370 000	100% net of Taxes and contributions by the Government of the Recipient
Unallocated	970 000	
TOTAL	9 710 000	

(b) The terms used in the Tables above are defined as follows:

"Goods, Services & Inputs" under Category I-A shall mean eligible expenditures incurred related to equipment, material and training for establishment of GIS landscape analysis at District level under activity 1.1.2.

"Goods, Services & Inputs" under Category I-G, shall mean eligible expenditures incurred related to equipment and material except for those expenditures financed under Category I-A.

"Grants & Subsidies" under Category II-A and "Grants & Subsidies" under Category II-G, shall mean eligible expenditures incurred related to investment grants under Component 2. Beneficiaries shall contribute twenty-five per cent (25%) of the total cost in kind under both Categories. The cost net of beneficiaries' contribution shall be shared between the Financing (74%) and the Government of the Recipient (26%). Withdrawals shall be made initially from the ASAP Grant. When the ASAP Grant is exhausted, withdrawals will be made from the IFAD Grant.

"Vehicles" under Category III-G, shall mean eligible expenditures incurred related to the purchase of Project vehicles including motor cycles.

Operating Costs under Category IV-A, shall mean eligible expenditures incurred related to

- (i) Project recurrent operating and maintenance costs such as utilities, vehicle maintenance, office supplies and travel allowances, the total amount of which (approximately SDR 970 000) shall be financed by the ASAP Grant.
- (ii) salaries and allowances for the technical team referred to in paragraph 4 of Part II of Schedule 1 to this Agreement (contracted positions), the total amount of which (approximately SDR 400 000) shall be financed by the ASAP Grant.

2. *Start-up Costs.* Withdrawals in respect of expenditures for start-up costs under Categories IV-A and IV-G (such as preparation of the PIM and installation of accounting software and the training therefor) incurred after the entry into force of this Agreement and before the satisfaction of the conditions precedent to withdrawal shall not exceed an aggregate amount of fifteen thousand Special Drawing Rights (SDR 15 000).

Logical framework

Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Assumptions
Goal:			
<i>rural poverty reduced in the hilly regions exposed to climate change</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 100,000 direct beneficiary households (HHs) (70% of target HHs) reporting at least 25% improvement in HH asset index, as compared to baseline (disaggregated by gender, caste and ethnicity of HH-head) (RIMS) ▪ 15% reduction in the prevalence of child malnutrition, as compared to baseline (RIMS) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ RIMS and baseline surveys; ▪ LAPA preparation, implementation and M&E 	
<p>Development Objective: Vulnerability of local communities to climate-related risks reduced and enabling institutional environment for climate change adaptation strengthened</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 100,000 direct beneficiary HHs (RIMS) (70% of target HHs) moved down the CC vulnerability scale by at least one step (disaggregated by gender, caste and ethnicity of HH-head)(RIMS) ▪ Targeted Districts and program relevant Ministries have climate-informed policies, programmes, plans and staff capacity. ▪ Each US\$1 of ASAP financing leverages at least US\$2 from other sources for LAPA implementation in at least six districts (RIMS) ▪ 560,000 tons of greenhouse gas emissions (CO2E) avoided and/or sequestered (RIMS) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Climate responsiveness audits of Districts and relevant Ministries ▪ Ministry policies and plans ▪ DDC plans ▪ Sector studies ▪ Technical agencies' reports and studies ▪ Research and academic studies ▪ Project M&E 	<p>No major socio-economic slow down, political upheaval or natural disasters Stability of government policies and donor investments in CCA "Toolkit" technologies primarily remain profitable Project investments are realized as design</p>
<p>Component 1: Framework for local-level climate adaptation strengthened.</p> <p>A scalable climate change adaptation framework for the agriculture sector supported by participating institutions, districts and communities</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ At least 150 LAPAs incorporated into district development plans ▪ GIS-based sub-watershed management plans covering at least 10 VDCs developed¹ ▪ At least 8 new profitable (IRR >12%) climate resilient farming systems tested with at least 100 farmers each ▪ Spatially and temporally enhanced LAPA development methodology adopted by GoN 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Project M&E reports ▪ Contracted studies ▪ RIMS and benchmark ▪ GoN circular on adoption of enhanced LAPA methodology 	<p>Stability of government policies and donor investments in CCA Project financing is disbursed in time to support field implementation LAPAs are prepared and implemented at field level Farmers are willing to adopt recommended methods and technologies Technical service support system is strengthened and responds to the grassroots level needs</p>

¹ This refers to the pilot phase; if proven successful, all 200 VDCs will have GIS-based sub-watershed management plans.

Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Assumptions
<p>Sub-components:</p> <p>1.1 Strengthened LAPA development process implemented</p> <p>1.2 Enhanced climate adaptation knowledge disseminated</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ At least 100,000 beneficiary households participate in LAPA preparation (disaggregated by gender, caste and ethnicity of HH-head) ▪ Policies, programmes and staff capacities of MoFSC and MoAD enhanced to improve LAPA implementation ▪ GIS-referenced ASHA planning and M&E system established in new target areas ▪ At least 100,000 HHs with access to knowledge of climate resilient farming practices and diversified livelihood options 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Project progress report ▪ Line agencies' reports ▪ Climate adaptation screening and capacity-building reports 	
<p>Component 2: Climate resilience of vulnerable smallholders farmers improved</p> <p>Climate informed and gender-sensitive natural resource management and climate resilient agricultural and forestry practices and technologies implemented</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ At least 150 VDCs commit at least 80% of their ASHA LAPA financial allocation. ▪ At least 150 VDCs mobilize at least 20% co- or parallel financing² for implementation of LAPA priorities ▪ 100,000 beneficiary households adopting at least one climate resilient agriculture practice. ▪ 70% of beneficiary households report satisfaction with climate adaptation technical service support provided through line agencies and lead farmers (disaggregated by gender, caste and ethnicity headed hhs) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Project M&E reports ▪ RIMS and benchmark ▪ Line agencies' reports ▪ Sector studies and reports ▪ Statistically significant sample survey of beneficiaries 	<p>As above in Component 1 project financing is disbursed in time to support field implementation LAPAs continue to be prepared and implemented at field level</p>
<p>Outputs:</p> <p>2.1 Community infrastructure for climate adaptation operational</p> <p>2.2 Smallholder climate adapted production profitable</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ At least 40,000 ha of land managed under climate-resilient micro-watershed management practices, such as terracing, slope stabilisation, land rehabilitation, reforestation etc. ▪ At least 25,000 households adopting livestock¹ stall-feeding with adapted forage and fodder trees ▪ At least 22,000 households apply efficient water use techniques and methods introduced by the project, including ponds, drip or sprinkle systems ▪ At least 7,500 households adopt renewable energy technologies for domestic purposes ▪ At least 400 lead farmers are contracted by LAPA beneficiary groups (disaggregated by gender, caste and ethnicity of HH-head) ▪ A profitability analysis is undertaken to determine the IRR of LAPA investments in a representative sample 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Project progress report ▪ Sector and LAPA reports and studies 	<p>As above</p>

² Includes co- or parallel financing from IFAD non-ASAP funds (on-going projects), and other donor climate financing